

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 32 (1914)
Heft: 41

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement — Abonnements:
Schweiz: Jährlich Fr. 10, halbjährlich Fr. 5 — Ausland: Zuschlag des Porto — Es kann
nur bei der Post abonniert werden — Preis einzelner Nummern 15 Cts. — Annoncen-Regie:
Haasenstein & Vogler — Insertionspreis: 30 Cts. die fünfgespaltene Pettizelle (Ausland 40 Cts.)

N^o 41

Redaction et Administration au Département fédéral du commerce — Abonnements:
Suisse: un an fr. 10, un semestre fr. 5 — Etranger: Plus frais de port — On s'abonne
exclusivement aux offices postaux — Prix du numéro 15 cts. — Règle des annonces:
Haasenstein & Vogler — Prix d'insertion: 30 cts. la ligne (pour l'étranger 40 cts.)

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Abhanden gekommene Werttitel — Titres disparus — Titoli smarriti

Der unbekannte Inhaber der beiden provisorischen Zertifikate Nr. 3007 und 3008 der 4½ Obligationen der Furkabahn von 1910, je von Fr. 500, wird hiermit aufgefordert, die Urkunden binnen einer Frist von 3 Jahren, vom Tage der ersten Publikation an gerechnet, dem unterzeichneten Richter vorzulegen, ansonst nach Ablauf der dreijährigen Frist die Kraftloserklärung der Titel erfolgt. (W 34¹)

Bern, den 3. Februar 1914.

Der Gerichtspräsident III von Bern: Marti.

Es werden vermisst:

4 Aktienmängel zu den Inhaberaktien Nr. 7831—7834 im Nennwerte von je Fr. 1250 der Aktiengesellschaft Brown, Boveri und Comp. in Baden (Schweiz).

An den allfälligen Inhaber dieser Aktien ergeht hiemit die Aufforderung gemäss Art. 851 O. R., dieselben binnen der Frist von 3 Jahren, d. h. bis 7. Februar 1917, beim Bezirksgericht Baden vorzulegen, widrigenfalls die genannten Werturkunden als nichtig und kraftlos erklärt würden. (W 36¹)

Baden; 3. Februar 1914.

Der Gerichtspräsident: P. Müller.

Der Gerichtsschreiber: A. Widmer.

Le président du tribunal civil du district de Vevey, à vous, le détenteur inconnu du titre ci-après désigné, qui est égaré:

Action au porteur de la Société du Grand Hôtel de Territet, n^o 706.

A l'instance d'Edward Bonnet, Streulistrasse 46, Zurich, représenté par les avocats Baup et Piquet, à Lausanne, sommation vous est faite de produire ce titre au greffe du tribunal que je préside, dans un délai de trois ans, à dater de la première publication de cet avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W 33¹)

Vevey, le 2 février 1914.

Le président: V. Forestier.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

Berichtigung. In dem Handelsregistereintrag vom 7. Februar 1914, betreffend die Mechanische Stenzug-Röhrenfabrik in Schaffhausen mit Sitz daselbst (S. H. A. B. Nr. 33 vom 10. Februar 1914, pag. 223), soll es statt «Edward Ziegler-Fauler» heissen: «Hermann Ziegler-Fauler».

Viehhandel. — 1914. 16. Februar. Die Firma Hans Schmidlin, Händler, Viehhandel, in Siblingen (S. H. A. B. Nr. 253 vom 9. Oktober 1909, pag. 1707), ist infolge Konkurses des Inhabers von Amtswegen im Handelsregister gestrichen worden.

Graubünden — Grisons — Grigioni

1914. 16. Februar. Die Viehzuchtgenossenschaft Ringgenberg in Ringgenberg (S. H. A. B. Nr. 134 vom 1. Juni 1909, pag. 962) hat ihren Vorstand folgendermassen neu bestellt: Präsident: Basilius Hosang; Aktuar: Jakob Fidel Nay; Kassier: Jakob Mathias Quinter; alle in Ringgenberg.

16. Februar. Die Aktiengesellschaft unter der Firma Obstverwertung Chur A. G. in Chur (S. H. A. B. Nr. 33 vom 7. Februar 1911, pag. 198) erteilt Einzelprokura an ihren Buchhalter Peter Trug in Chur.

Hotel-Kurhaus. — 17. Februar. Die Firma Gebrüder Bundi in Medels-Curaglia (S. H. A. B. Nr. 65 vom 18. März 1908, pag. 455) ist infolge Auflösung der Kollektivgesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «M. Bundi» in Curaglia.

Inhaber der Firma M. Bundi in Curaglia-Medels ist Martin Bundi, von Medels-Curaglia, wohnhaft in Curaglia. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Gebrüder Bundi» in Medels-Curaglia. Hotel-Kurhaus Lukmanier.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Locarno

1914. 17 febbraio. Proprietaria della ditta Anna Mondada, in Locarno, è Anna Mondada, di Giuseppe, da Minusio, domiciliata in Locarno. Macelleria Mondada, Via Cittadella.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Lausanne

Menuiserie en bâtiments. — 1914. 16 février. La raison Charles Sollberger, entreprise de menuiserie en bâtiments, à Lausanne (F. o. s. du c. du 26 mars 1912), est radiée ensuite de cessation d'industrie.

Installations électriques. — 16 février. Le chef de la maison J. Muller, à Lausanne, est Jean Muller, de Payerne, domicilié à Lausanne. Installations électriques. Rue du Maupas 21 A.

16 février. Il est constitué entre les parqueteurs de Lausanne et environs, une société coopérative, sous le titre Section des parqueteurs de Lausanne et environs de la fédération suisse des ouvriers sur bois. Le siège est à Lausanne, Cité-devant 22. Le but de la société est la défense des intérêts professionnels de ses membres par la conclusion de contrats-tarifs, réglant les conditions de travail et de salaire. Elle accorde en outre des prestations aux membres atteints de chômage, de maladie et de renvois arbitraires, paie une indemnité dans les cas de grève, de déménagement, de nécessité et de décès, prête l'assistance judiciaire dans les contestations qui surgiraient entre un employeur et l'un de ses membres en ce qui touche au contrat de travail ou l'assurance-accidents. La société ne poursuit pas un but lucratif. Les statuts ont été adoptés en assemblée générale du 24 janvier 1914. Est admis dans la société tout parqueteur, travaillant contre salaire au compte d'un patron et domicilié à Lausanne ou environs. La demande d'admission peut avoir lieu en tout temps sous forme écrite. L'assemblée générale décide à la majorité absolue sur la prise en considération de toute demande d'admission. Tout sociétaire a le droit de se retirer de la société par simple demande écrite. Il faut que le démissionnaire s'acquitte de toutes ses obligations envers la société jusqu'à la date de sa sortie. Tout nouvel adhérent est astreint à verser une finance d'entrée de fr. 5.20. La cotisation comporte 60 centimes par semaine et 90 centimes par semaine pour les membres qui veulent bénéficier du secours de maladie et de l'indemnité en cas de décès. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle quant aux engagements de la société, lesquels sont uniquement garantis par les biens de celle-ci. La société est administrée par un comité de cinq membres, nommé par l'assemblée générale du mois de janvier, pour une année et rééligible. Le président, le vice-président et le secrétaire ont collectivement la signature sociale. Le comité est composé de Joseph Vernaz, président; Hermann Wilhelm, vice-président; Auguste Cellier, secrétaire; Jean Bräutigam, caissier; et Joseph Paillard, adjoint; tous domiciliés à Lausanne.

17 février. Sous la raison sociale Société Fondère Couvaloup-Sollitude, il est créé une société anonyme, qui a son siège à Lausanne et pour but l'achat d'immeubles, l'exploitation de ces immeubles et éventuellement leur revente. Les statuts portent la date du 17 février 1914. La durée de la société est illimitée. Le capital social est de cinquante mille francs, divisé en cent actions de cinq cents francs chacune, au porteur. Les publications de la société ont lieu dans la «Feuille des avis officiels du canton de Vaud». La société est représentée vis-à-vis des tiers par le président du conseil d'administration, signant collectivement avec un autre administrateur. Les administrateurs sont: Adolphe Rothen, directeur, président; Jules Bezenenet, gérant, et Arthur Prod'hom, géomètre officiel; tous à Lausanne. Bureau: Rue du Grand Pont 4.

17 février. Le conseil d'administration de la Laiterie de la Fédération des Syndicats agricoles de Lausanne, société coopérative, ayant son siège à Lausanne (F. o. s. du c. du 15 février 1913), a, dans sa séance du 24 janvier 1914, pris acte de la démission de Louis Bussy, Louis Bourgeois, Théodore Badan et Emile Gras. Ils sont remplacés par Edouard Richard, à Crissier; David Bovey, à Romanel; François Dubauloz, à Sullens, et Constant Chapuis, à St-Sulpice. Le président du conseil d'administration est David Chatelan, à Bretigny sur Morrens, et le secrétaire: Alexandre Barraud, à Bussigny sur Morges.

Wallis — Valais — Vallese

Bureau de St-Maurice

1914. 2 février. Sous la raison sociale de Société anonyme des carrières de St-Gingolph, il est créé une société anonyme, qui a son siège à St-Gingolph et pour but l'exploitation des carrières de pierres sises à Biffeux sur St-Gingolph, ou autres carrières qu'elle pourrait acquérir, ainsi que toutes opérations s'y rattachant. Les statuts de la société portent la date du 8 décembre 1913. La société a une durée illimitée. Le capital social est de fr. 110,000, divisé en 220 actions nominatives de fr. 500, entièrement libérées. Les publications de la société ont lieu dans le «Bulletin officiel du Valais». La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres, élus par l'assemblée générale. Elle est engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective de deux administrateurs. Les membres du conseil d'administration sont: François Montant, fils de Jacques, domicilié à Genève; Louis Perrier, fils de Jean, domicilié à Genève, et Emile Pignat, fils d'Hyppolite, domicilié à Vouvry.

Genf — Genève — Ginevra

Agence d'affaires, etc. — 1914. 16 février. Le chef de la maison Arthur Quain, aux Eaux-Vives, commençant ce jour, est Arthur Quain, d'origine bernoise, domicilié aux Eaux-Vives. Agence d'affaires et commission. 48, Rue Jean Charles.

16 février. La Chambre syndicale des Poseurs de Parquets du Canton de Genève, société coopérative, ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 15 janvier 1913, page 76), a, dans son assemblée générale du 29 octobre 1913, renouvelé son comité comme suit: Georges Grenier, président, aux Eaux-Vives; René Euron, secrétaire, aux Eaux-Vives; Jean Milleret, trésorier, à Genève; John Mudry, aux Eaux-Vives; Joseph Vincent, à Plainpalais; Jules Fournié, à Genève, et Marc Démolis, à Plainpalais. La société est engagée par la signature collective du président, du secrétaire et du trésorier.

Bldg. Amt für geistiges Eigentum
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

Nr. 34983. — 27. Januar 1914, 3 Uhr.
Chesebrough Manufacturing Co (Consolidated),
New-York (Ver. St. v. Am.).

Petroleum-Gelée.



Nr. 34984. — 13. Februar 1914, 12 Uhr.

Aktiengesellschaft Haaf & C°, Fabrikation und Handel,
Bern (Schweiz).

Chemische, pharmazeutische, medizinische und technische Präparate, Nahrungs- und Genussmittel, Tierarznei- und Futtermittel, Präparate für land- und forstwirtschaftliche Zwecke.

HACOMALZ

Nr. 34985. — 13. Februar 1914, 3 Uhr.

Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken,
Göteborg (Schweden).

Kugellager, Rollenlager, Maschinen, Transmissionen, Motorwagen, Fahrräder, Eisenbahnmateriale, Fördermittel aller Art, sowie Teile und Zubehör.

SKEFKO

Nr. 34986. — 13. Februar 1914, 3 Uhr.

Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken,
Göteborg (Schweden).

Kugellager, Rollenlager, Maschinen, Transmissionen, Motorwagen, Fahrräder, Eisenbahnmateriale, Fördermittel aller Art, sowie Teile und Zubehör.

S.K.F

Nr. 34987. — 14. Februar 1914, 8 Uhr.

Ludwig Herz, Schweizerische Bettenfabrik,
Zürich (Schweiz).

Bettstellen für Kinder und Erwachsene

STANDARD

(Erneuerung mit Gebrauchsausdehnung von Nr. 34813.)

N° 34988. — 14 février 1914, 8 h.

Stomoxigen Company, fabrication,
Londres (Grande-Bretagne).

Médecine à l'usage de l'homme.

STOMOXYGEN

N° 34989. — 14 février 1914, 8 h.

Manufacture dijonnaise des Biscuits Pernot,
Genève (Suisse).

Biscuits.

BISCUITS SOLEIL

(Renouvellement du n° 6841)

Nr. 34990. — 14. Februar 1914, 8 Uhr.

Fajancefabriken Aluminia,
Frederiksberg (Dänemark).

Keramische Produkte.



Nr. 34991. — 14. Februar 1914, 8 Uhr.

Leopold-Born, Söhne, Handel,
Thun (Schweiz).

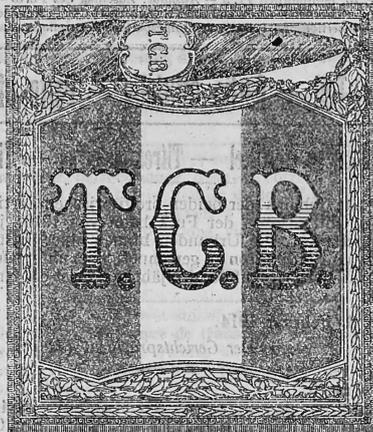
Einrichtungsgegenstände für das Gastgewerbe,
insbesondere Küchengeräte und -Maschinen.

Servus

Nr. 34992. — 16. Februar 1914, 8 Uhr.

Dresselhuys & Nieuwenhuysen, Fabrikation und Handel,
Culenburg (Niederlande).

Zigarren.



Nr. 34993. — 16. Februar 1914, 8 Uhr.

M. Vogel & C°, Aktiengesellschaft, Fabrikation und Handel,
Oerlikon (Schweiz).

Margarine.



Nr. 34994. — 16. Februar 1914, 8 Uhr.

A. Schnyder, Nachf. v. F^{III} Dettoni,
Meggen (Schweiz).

Wermüt.



RADIATIONS

Nos 34623 et 34624. — V^e de Louis Goering, Chaux-de-Fonds. — Radiées le 16 février 1914, à la demande du déposant.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle — Parte non ufficiale
Die russische Baumwollindustrie

Die erste Nummer der Beihette zum «Tropenpflanzer» bringt eine ausführliche Arbeit von Moritz Schanz in Chemnitz über die Baumwolle in Russisch-Asien, die in gründlicher Weise über Land und Leute, Bewässerung, Wirtschaftsformen, Kreditwesen, über die Art der Kultur, die Aufbereitung der Ernte, den Baumwollverbrauch, etc. orientiert. Wir entnehmen der Arbeit folgende Ausführungen über die russische Baumwollindustrie:

Die Hauptsitze der Spinnerel liegen im Moskauer Rayon, besonders in den Gouvernements Moskau, Wladimir, Twer, Jaroslaw und Rjasan, es folgt an Bedeutung der St. Petersburger Rayon, einschliesslich der baltischen Gouvernements, und an dritter Stelle mit 1 Million Spindeln das Weichsel-Gouvernement mit den drei Hauptkreisen Lodz, Sosnowice, Czenstochau und Warschau. In den übrigen Teilen Russlands ist diese Industrie nur schwach entwickelt. Auf die beiden Gouvernements Moskau und Wladimir entfällt allein fast die Hälfte der gesamten Spindeln Russlands. Die grösste Spindelzahl weist die Spinnerei in Krenholm am Wasserfall zu Narwa mit 491,800 Spindeln auf. Berechnet man die Zahl der in 139 Spinnereien tätigen Spindeln Russlands für das Jahr 1912 auf 9,043,000, so würde das in diesem Jahre geerntete und importierte Gesamtbaumwollquantum von 20,063,000 Pud bei vollem Betrieb einen Baumwollverbrauch der Spindel von nur 2,28 Pud = 82 lbs im Jahre bedeuten.

Auch in der Weberel gebührt die erste Stelle dem Moskauer Rayon, sodann folgt der Weichsel- und dann erst der St. Petersburger Rayon. Im Moskauer Rayon selbst nimmt das Gouvernement Wladimir den ersten Platz ein, dann folgen die Gouvernements Moskau, Twer, Kostroma und Rjasan. Vielfach sind Spinnereien mit Webereien und Druckereien vereinigt.

Der Schwerpunkt der russischen Baumwollindustrie liegt demnach in der Mitte des Landes.

Die russische Baumwollindustrie nimmt gegenwärtig die erste Stelle in der russischen Industrie überhaupt ein und hat sich so stark entwickelt, dass sie nicht nur die ausländischen Fabrikate von dem ungeheuren innern Markte fast völlig verdrängt, sondern auch die Ausfuhr ihrer Erzeugnisse nach anderen Ländern mit jedem Jahre vermehrt. Dabei nimmt auch der innere Konsum mit der Veredelung der Fabrikation ständig zu, da Baumwollstoffe teilweise die teureren Leinen-, Woll- und Seidenstoffe verdrängen. Im Jahre 1912 wurden von ausländischen baumwollenen Garnen und Geweben nur für je 12 Millionen Rubel eingeführt.

Abgesehen von der Vergrößerung der Betriebe ist seit den siebziger Jahren das Bestreben hervorgetreten, sich mehr und mehr vom Ausland unabhängig zu machen, teils insofern man sich bemüht, den Rohstoff im eigenen Lande zu gewinnen, teils dadurch, dass die Fabriken mit Maschinen russischen Ursprungs ausgestattet werden und das fremdländische Personal durch Eingeborene ersetzt wird.

Die russische Baumwollindustrie beschäftigt zurzeit mit mehr als 500,000 Arbeitern rund 25 % aller Fabrikarbeiter in ihren Betrieben, die Zahl der Spindeln ist von 1900 bis 1910 um 25 %, diejenige der mechanischen Webstühle in gleicher Zeit um 40 % gestiegen, und folgende Zahlen geben einen Begriff der Entwicklung

	1900	1905	1910
Spinnereien	117	182	159
Arbeiter	110,000	117,000	145,000
Spindeln	6,600,000	7,800,000	8,300,000
Webereien	185	225	359
Arbeiter	169,000	225,000	254,000
Mechanische Webstühle	151,000	173,000	213,000

Was die Fabrikate anbetrifft, so haben die Spinnereien bis zur letzten Zeit fast ausschliesslich Garne niederer und mittlerer Feinheit, nicht über Nr. 70, erzeugt; gegenwärtig beginnt auch die Fabrikation der hohen Nummern bis 130 bis 140 an Ausdehnung zu gewinnen, wobei dann auch besondere Fabriken, welche nur hohe Nummern und Nähgarn herstellen, entstanden sind. Das beste Garn wird hauptsächlich aus ägyptischer oder amerikanischer Baumwolle höherer Klasse, das grobe Garn aus einer Mischung von asiatischer mit Abfall oder mit ostindischer Baumwolle erzeugt; das Garn mittlerer Sorte wird entweder von gewöhnlicher amerikanischer oder auch durch Beimischung ostindischer Baumwolle hergestellt. Hauptnummern sind die Nr. 33 bis 40 des Einschlags und Nr. 30 bis 34 des Aufzugs, welche zur Erzeugung des sogenannten Mitkalstoffes dienen. In den letzten 30 Jahren entwickelte sich in den Rayons Polen und Moskau auch die Produktion von Vigognegarn aus einer Mischung gefärbter Baumwolle mit 2 bis 10 % Wolle.

Die Ponceaugewebe sind bei dem gewöhnlichen Volke am beliebtesten. Im Gouvernement Wladimir hat die Fabrikation von gefärbtem «Kumatsch» eine ganz besondere Blüte erreicht. Hoch entwickelt ist die Kattunfabrikation (Zitze) in den Gouvernements Moskau, Wladimir und St. Petersburg; vielfach lehnt man sich bei der Musterung an alte orientalische Motive an. Auch der als besser geschätzte Handdruck existiert heute noch neben dem Maschinendruck. In der Herstellung von weissen Geweben und einfachen Kattunen spielen die Gouvernements Wladimir und Kostrowa die Hauptrolle. Mannigfaltig ist die Fabrikation des Moskauer Bezirks; neben Roh-Nessel oder Mitkal, Nankings, persischem Gewebe Bjas, einem besonders dauerhaften Stoff, billiger Leinwand, usw., macht man bessere Sachen wie Brillantine, Nesselstuch, Batist, Satin, Piqué, Plüsch, Servietten, Bettdecken, usw. Kattundruckwaren fabriziert man sehr gut in St. Petersburg und in Serpuchow. Ausserdem hat man grosse Fortschritte in der Erzeugung von Barchent, Baumwolltrikot und anderen ähnlichen Stoffen, die bei der ärmeren Bevölkerung die wollene Ware ersetzen, aufzuweisen, wiewohl die Fabrikation dieser schweren Sachen erst seit den 70er Jahren datiert. Man benutzt dazu vielfach Baumwollabfall. Fortschritte wurden endlich gemacht in der Herstellung von Möbel- und Draperiestoffen und in der Färbung und Garnierung von Samt.

Auf finanziellem und technischem Gebiet hat die zentralrussische Industrie den Vorrang vor dem Weichsel-Rayon; der kapitalstärkere, mit höheren Löhnen belastet und in seiner Produktion einseitiger ist, insofern sich letztere hier seit Jahren mehr und mehr der Herstellung der geringwertigsten Gewebe zugewandt hat und in der Hauptsache Nessel (Mitkal), Barchente und Bjas liefert.

Schon seit einer Reihe von Jahren befindet sich die russische Textilindustrie, besonders in den Bezirken Lodz und Moskau, wegen Ueberproduktion in prekärer Lage; auch fehlt es nicht an Arbeiterunruhen und Ausständen.

Im Jahre 1909 betrug der Wert der Gesamtausfuhr russischer Baumwollwaren 25 Millionen Rubel, im Jahre 1912 2 Millionen über die europäische und 35 Millionen über die asiatische Grenze. Beim Export russischer Baumwollwaren wird der Zoll fast in ganzer Höhe zurückerstattet.

Versicherungswesen. Der Bundesrat hat im Jahre 1913 der Vaterländischen Feuer-Versicherungs-Aktien-Gesellschaft in Elberfeld und der Berlinischen Feuer-Versicherungs-Anstalt in Berlin die Bewilligung zur Aufnahme des Geschäftsbetriebes in der Schweiz erteilt, und zwar beiden für Feuer- und Einbruchdiebstahlversicherungen.

Am Schlusse des Jahres 1913 standen 109 Versicherungsunternehmen unter der Aufsicht des Bundesrates. Von diesen besitzen 10 Gesellschaften nicht mehr die Bewilligung zum Abschlusse von neuen Versicherungsverträgen, sie haben sich jedoch bis zur Abwicklung der schweizerischen Versicherungsverträge der bundesrätlichen Kontrolle zu unterziehen. Erst dann wird diesen Gesellschaften die hinterlegte Kautions zurückerstattet.

Von den 99 im Besitze der Konzession befindlichen Unternehmen sind 21 auf Gegenseitigkeit und 78 Aktiengesellschaften, 29 einheimische und 70 ausländische. Davon betreiben 27 die Lebensversicherung, 20 die Unfall- und Haftpflichtversicherung, 28 die Feuerversicherung (wovon 14 die Chômageversicherung und 19 die Mietverlustversicherung), 15 die Glasversicherung, 12 die Versicherung von Wasserleitungsschäden, 1 die Hochwasserschädenversicherung, 24 die Einbruchdiebstahlversicherung, 4 die Kautionsversicherung, 1 die Kreditversicherung, 4 die Viehversicherung, 2 die Hagelversicherung, 20 die Transportversicherung und 7 eigens die Rückversicherung.

Die Versicherung gegen Hochwasserschäden hat im Jahre 1913 praktische Gestalt angenommen. Zur Versicherung bestimmt ungenutzter Hochwasserschäden hat nämlich die Schweizerische National-Versicherungs-Gesellschaft in Verbindung mit einigen andern Anstalten Prämiensafeln und besondere Bedingungen aufgestellt.

Durch Bundesratsbeschluss vom 23. September 1913 hat die Abonnentenversicherung eine Regelung erfahren. Der Bundesratsbeschluss bezweckt, die genannte Versicherungsart von Auswüchsen zu befreien, die sie, zum Schaden der versicherten Abonnenten und der Versicherung überhaupt, vielfach zeigte. Er unterstellt die Abonnentenversicherung ausdrücklich den Bestimmungen des Aufsichtsgesetzes vom 25. Juni 1885. Infolgedessen dürfen die Verleger die Abonnenten in Zukunft nicht mehr auf eigene Rechnung versichern, sondern die Abonnentenversicherung ist nur noch gestattet, wenn sie von einer zum Geschäftsbetriebe in der Schweiz zugelassenen Versicherungsgesellschaft übernommen wird. Die Grundlagen der Abonnentenversicherung sind von der Versicherungsgesellschaft dem Bundesrate bekannt zu geben, und sie darf erst in Kraft gesetzt werden, nachdem der Bundesrat die Genehmigung erteilt hat. Schon bestehende Zusicherungen sogenannter freiwilliger Leistungen sind innerhalb einer vom schweizerischen Justiz- und Polizeidepartement zu bestimmenden Frist bei einer konzessionierten Versicherungsgesellschaft in Deckung zu geben. Die meisten der in Betracht kommenden Verleger haben bereits die nötigen Massnahmen getroffen, um den Forderungen des Bundesratsbeschlusses gerecht zu werden.

Mehrfach sah sich das eidg. Versicherungsamt veranlasst, durch die schweizerische Bundesanwaltschaft bei der kantonalen Behörde Strafkraft zu erheben gegen Vertreter ausländischer, in der Schweiz nicht konzessionierter Versicherungsgesellschaften wegen unbefugten Geschäftsbetriebes. Solche unerlaubte Übergriffe der ausländischen Versicherung in das Gebiet der Schweiz zeigen sich namentlich häufig in der Lebensversicherung. Vielfach besteht der Irrtum, dass nur der Abschluss von Versicherungsverträgen auf Schweizerboden strafbar sei, während die blosser Anwendung von Versicherungskandidaten nicht unter die Strafbestimmungen des Versicherungsaufsichtsgesetzes falle, wenn nur der Versicherungsvertrag im Auslande zum Abschluss gebracht wird. Nach Sinn und Geist des Aufsichtsgesetzes ist indessen jede Propaganda ausländischer, zum Geschäftsbetriebe in der Schweiz nicht ermächtigter Versicherungsunternehmen strafbar. Die Fälle von Gesetzübertretungen zeigen sich naturgemäss am häufigsten in den Grenzgebieten unseres Landes. Der kantonale Richter sprach gegen die Fehlbaren zum Teil recht erhebliche Bussen aus.

Das Buchdruckgewerbe an der schweizerischen Landesausstellung. An der Schweizerischen Landesausstellung in Bern werden zwei musterhaft eingerichtete Druckereien im Betrieb vorgeführt werden, ausgerüstet mit den neuesten Zeitungsdruck- und Illustrationsverfahren.

In der einen Abteilung werden zwei Schnellpressen für Flachdruck aufgestellt, auf denen der täglich erscheinende Ausstellungsanzeiger gedruckt wird. Mit den dazu gehörenden Einlegeapparaten, Setz-, Falz-, Schneid- und Heftmaschinen, den Giessinstrumenten, den Trocken- und Frässparten und einer Stereonickelanlage wird dieser Betrieb in seiner Art mustergültig für eine moderne Druckerei kleineren Umfanges sein. Für alle Maschinen gelangt das Prinzip des elektrischen Einzelantriebes zur Anwendung. An die Druckerei ist ein Speditionsraum angeschlossen.

Die Abteilung für Zeitungillustrationsdruck enthält neben einer Reihe kleinerer Maschinen eine grosse Tiefdruckrotationspresse, auf welcher die bekannte «Schweizer Illustrierte Zeitung» nach dem neuesten Illustrationsverfahren hergestellt werden wird. Auch wird auf dieser Rotationspresse, deren Anschaffungswert Fr. 100,000 übersteigt, eine grosse illustrierte Tageszeitung gedruckt werden. Der Antrieb erfolgt durch einen Elektromotor spezieller Bauart. Diese grosse Rotationsmaschine für Illustrationsdruck ist die erste ihrer Art in der Schweiz. Es wird darauf gesehen, dass die Maschinen zur Zeit der Hauptfrequenz in Betrieb sind. Die Druckerei befindet sich in einem besonderen Gebäude bei der Halle «Graphische Gewerbe» auf dem Neufeld.

Annoncen-Regie:
HAASENSTEIN & VOGLER

Anzeigen — Annonces — Annunzi

Régie des annonces:
HAASENSTEIN & VOGLER

Comptoir de Crédit (S. A.) Bern

Ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre
Dienstag, den 3. März 1914, abends 8^{1/2} Uhr
im Bureau der Gesellschaft

Traktanden:
1. Statutenrevision. 445;
2. Wahl von Mitgliedern des Verwaltungsrates, A. 307;
3. Wahl der Kontrollstelle.

Der Verwaltungsrat.

Hypothekenbank in Basel

Dividendenzahlung

Dies in der heutigen Generalversammlung der Aktionäre auf

Fr. 65

festgesetzte Dividende für jede Aktie kann von Donnerstag, den 19. Februar an, gegen Abgabe des Dividenden-Coupons Nr. 47 an unserer Kasse in Basel, sowie bei den Herren Escher & Rahn in Zürich, Wytenbach & Cie. in Bern und Bonhöte & Co. in Neuchâtel erhoben werden. (1502 Q) (453.)

Basel, den 18. Februar 1914.

Die Direktion.

W.S. BARSTOW & CO.
INCORPORATED
BERATHUNGS- UND
BAU-INGENIEURE
befassen sich mit der Finanzierung und Leitung von
«Electrischen Bahnen
und Beleuchtungs-Gesellschaften, etc.»
50 Pine Street New York

Schöne Makulatur bei
Haasenst. & Vogler

Banco Suizo-Sudamericano

Schweizerisch-Südamerikanische Bank
Zurich — Buenos-Aires — Lugano

S'occupe de toutes les transactions de banque avec la République Argentine et tous les autres pays de l'Amérique du Sud. Service des chèques postaux entre la Suisse et la République Argentine. (Tous les bureaux de poste suisses acceptent le versement des sommes à transférer dans la République Argentine.)

LA DIRECTION.

(5627 Z) (173.)

Amtliche Nachlassliquidation

Rechnungsruf

Durch Verfügung des Regierungstatthalteramtes vom Obersimmenthal wurde in Anwendung des Art. 593 und 595 Z. G. B. über die Verlassenschaft des **Ernst Wälti, Jakobs sel.**, gewesener Architekt in Zweisimmen, die amtliche Liquidation angeordnet. (328.)

Als Erbschaftsverwalter wurden ernannt:
Anton Jäggin, gewesener Prokurist des Herrn Ernst Wälti und Ed. Imobersteg, Notar in Zweisimmen.
Die Gläubiger, Bürgschaftsgläubiger und Schuldner des Erblassers werden hiemit aufgefordert, ihre Ansprachen und Schulden vor dem **15. März 1914** beim unterzeichneten Erbschaftsverwalter schriftlich anzumelden.
Gläubiger und Bürgschaftsgläubiger, welche die Anmeldung unterlassen, verlieren ihr Forderungsrecht.
Zweisimmen, den 7. Februar 1914.

Der Erbschaftsverwalter:
Ed. Imobersteg, Notar.

GRIDA

Onde poter compilare l'inventario della sostanza interasciata dal defunto (450.)

avvocato **Giovanni Cramer** di Carlo in Poschiavo
si invitano i creditori e i debitori del medesimo ad inoltrare i conti, sia di credito che di debito (con relative pezze di prova), o per fideiussione, all'amministratore dell'eredità, **Sig. Cristiano Bondolfi** in Poschiavo, e ciò entro sei settimane dalla data della pubblicazione di questa grida.

Creditori che non annunciarono le loro pretese entro il tempo stabilito incorrono nella perdita dei loro diritti verso gli eredi.

Debitori che tenessero segreto il loro debito si rammentano alle conseguenze di legge.

Poschiavo, 18 febbraio 1914.

Per l'ufficio di circolo,
Il presidente:
Chiavi Giov.

Rhätische Bank

(vorm. Bank für Davos)
Davos — Chur — St. Moritz — Arosa

Generalversammlung

Die Herren Aktionäre werden hiermit auf
Samstag, den 7. März 1914, vormittags 8 1/2 Uhr
zur ordentlichen Generalversammlung im Kurhaus Davos in Davos-Platz höflichst eingeladen. 451;

Traktanden:

- Entgegennahme der Jahresrechnung, Bilanz pro 1913 und Bericht der Kontrollstelle.
- Beschlussfassung über das Jahresergebnis und Festsetzung der Dividende.
- Wahl eines Mitgliedes des Verwaltungsrates infolge periodischen Austrittes.
- Wahl der Kontrollstelle pro 1914.
- Konstatierung der Zeichnung und Volleinzahlung der ausgegebenen, 1000 neuen Aktien.
- Statutenänderung.

Die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung und der Bericht der Kontrollstelle sind vom 27. Februar an bei der Rhätischen Bank (vorm. Bank für Davos) in Davos zur Einsicht der Aktionäre aufgelegt.

Die Zutrittskarten zu dieser Generalversammlung können bis zum 4. März a. c. bei der Rhätischen Bank (vorm. Bank für Davos) in Davos, Chur, St. Moritz und Arosa, sowie bei den Herren **A. Sarasin & Co.**, in Basel, gegen Legitimation über den Aktienbesitz bezogen werden.

Davos, den 18. Februar 1914.

Der Verwaltungsrat.



Pneumatischer Schnellreinigungs-Apparat

+ Patente No. 29 496 u. 38 567
rasch, gründlich und vollständig staubfrei arbeitend.

G. Meldinger & Cie., Basel.

Prima Referenzen
Verlangen Sie Prospekt Nr. 12.

Rechnungsruf

In Nachlasssachen des den 12. Januar 1914 verstorbenen Herrn **Josef Segesser-Durrer**, Baumeister, von und in **Luern**, wohnhaft gewesen Rüttigasse Nr. 1, haben die Erben nach unbedingt angetretener Erbschaft den Rechnungsruf nach § 72 des luzernischen Einführungsgesetzes zum Z. G. B. verlangt.

Die Gläubiger und Schuldner des Erblassers, einschliesslich allfälliger Bürgschaftsgläubiger, werden hiemit aufgefordert, ihre Ansprachen und Schulden bis zum **22. März 1914** bei der Teilungskanzlei der Stadt Luern anzumelden.

Den Gläubigern des Erblassers, welche die Anmeldung ihrer Forderung versäumen, sind die Erben weder persönlich, noch mit der Erbschaft haftbar. (Art. 590 und 591 des Z. G. B.)

Dieser Rechnungsruf bezieht sich auch auf Verbindlichkeiten des Verstorbenen, die ihn als Teilhaber der Firma **Segesser & Buser**, Baugeschäft in Luern betreffen.

Luern, den 18. Februar 1914.

Für die Teilungskanzlei,
II. Teilungsschreiber:
Th. Wirz.

(2586 Lz) (447.)

A.-G. Ziegel- & Backsteinfabriken

Nebikon — Gettnau — Horw — Muri

Die Herren Aktionäre werden hiemit zur

Generalversammlung

auf **Samstag, den 7. März 1914, nachmittags 2 Uhr** im „Adler“ in **Nebikon** eingeladen.

Verhandlungsgegenstände:

- Verlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung.
- Geschäftsbericht pro 1913.
- Vorlage der Jahresrechnung, Bericht der Revisoren und Décharge-Erteilung an die Verwaltungsorgane.
- Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
- Wahl von 2 Mitgliedern des Verwaltungsrates infolge Ablauf der Amtsdauer.
- Wahl von 2 Rechnungsrevisoren und 2 Suppleanten.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, sowie der Revisorenbericht liegen vom 25. Februar an auf dem Bureau in **Nebikon** zur Einsicht der Aktionäre auf Art. 641 Abs. 1 O. R.

(2588 Lz) (448.)

Der Verwaltungsrat.

Schweizerische Bodenkredit-Anstalt

ZÜRICH

Die heutige Generalversammlung hat die Dividende für das Jahr 1913 auf 6 % gleich Fr. 30 für die alten Aktien Nr. 1—20000 und Fr. 15 auf den neuen Aktien Nr. 20001 bis 24000, die erst vom 1. Juli 1913 an dividendenberechtigt sind, festgesetzt.

Dieselbe wird gegen Abgabe des Coupon Nr. 7 unserer Aktien ausbezahlt:

an unserer Kasse, Werdmühleplatz 1, Zürich,
bei den Kassen der Schweizerischen Kreditanstalt in Zürich, Basel, Genf, St. Gallen, Glarus und Luern,

sowie bei dem Bankhause Hentsch & Co. in Genf.

Zürich, den 16. Februar 1914.

(896 Z) (434.)

Die Direktion.

Eine in der Schweiz, Deutschland und Italien bestens eingeführte Firma mit zirka 10—15 Reisenden würde

Allein-Vertretung

auf eigenes Konto übernehmen

Geñ. Offerten unter Chiffre **A 1495 Q** an **Haasenstein & Vogler, Basel.** (452.)

Superbe chantier industriel, de 27,400 m², avec vastes constructions et voie de raccordement C. F. F., près de la gare d'Yverdon, à vendre à prix très bas. Convient pour toute industrie. (315 N) (226.)
S'adresser à **M. Alfred Bourquin**, propriétaire, à Neuchâtel.

INSTITUT
C. GRÜNING, BERNE
SOCIÉTÉ ANONYME
Renseignements commerciaux et privés
Suisse et Etranger

Leere Säcke
kaufen und verkaufen
stets zu Tagespreisen.
Haemker & Schneller
Sackhandlung, Zürich III.

Mehrere
jüngere Kaufleute
suchen sich mit
20—100 Mille
zu beteiligen

Nur von guten Firmen Offerten unter Chiffre **Q 1035 Y** an **Haasenstein & Vogler, Bern**, erbeten.

Absolute Diskretion. Sind eventuell auch Käufer von Geschäften und Fabriken. (364.)

Der Bund

Täglich 2 mal in
Bern erscheinend

Auflage über 21,000
Amlich beglaubigt

Vorzügliches
Insertions-Organ

Ausschliessliche Inseratannahme:
Haasenstein & Vogler

Jeune fabricant

depuis plusieurs années à la tête d'une fabrication importante bien acheminée, de la branche horlogère, et ayant plusieurs ateliers, cherche

capitalistes importants

pour transformer sa maison en Société Collective ou Anonyme.
Offres sous chiffre **H 307 U** à **Haasenstein & Vogler, Bienne, 421.**